

Mercredi 12 novembre

RESTITUTION D'ATELIER

*Inscrire l'enjeu alimentaire dans la durée
sur mon territoire*

Mercredi 12 Novembre 2025



Les intervenant.es :

- Hélène Quéau, Mission France d'Action Contre la Faim (ACF)
- Romain Dhainaut, Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis (CD93)
- Raphaëlle Lelong, Comité Départemental d'Éducation pour la Santé de Seine-Saint-Denis (CODES 93)

Principales idées ou constats :

- Explosion des files actives,
- Enjeu de la qualité de l'aide alimentaire apportée face à l'augmentation des besoins avec des associations qui sont elles-mêmes dans des situations précaires et s'appuie sur le bénévolat
- Enjeu de préservation des terres agricoles sur le territoire francilien
- Dimension systémique est difficile à mobiliser car la manière d'appréhender les actions sur le territoire reste encore très sectorielle, chaque direction ayant sa feuille de route
- Quartier juste à côté des quartiers prioritaires de la Ville (QPV) qui ont encore moins de moyens d'action

Bonnes pratiques / exemples partagés :

- Nutri'active : Développement d'un outil permettant aux collectivités territoriales de se placer dans différents niveaux pour évaluer la systémie de l'action de la collectivité territoriale (niveau 1 à 4). Formation-action déployée sur 3 territoires pour accompagner au diagnostic et à la mise en place d'un projet d'éducation nutritionnel pour aller vers une action plus systémique. Présentation de Nutri'active accessible sur le site
- Vital'im : projet d'expérimentation de carte alimentation durable couplé à un accompagnement en santé, nutrition et alimentation durable (CD93 et ACF). Projet qui a créé un espace fédérateur, a permis d'avoir un objet concret rassembleur pour impulser ou renforcer, selon les territoires, les espaces de coopération locale. Présentation de Vital'im accessible sur le site.
- Travail inter-associatif pour porter l'enjeu de l'alimentation auprès des collectivités territoriales. Collectif coordonné par le Secours Catholique et qui réunit Alliance pour les Transitions Agricoles et Alimentaires, Action contre la Faim, l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle, le mouvement Carav'alim, Emmaüs France, la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France, la Fédération Française des Diabétiques, l'Union des Groupements d'Épiceries Sociales et Solidaires, le Réseau

Civam (Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural) et Vrac et qui a produit les outils suivants

- [Les 10 recommandations pour un accès digne à l'alimentation durable et de qualité pour toutes et tous](#) à l'intention des collectivités territoriales avec des exemples qui prouvent qu'on peut avancer sur les territoires sans attendre décision du haut ; Fermes communales, Épiceries solidaires, le Plan Local d'Urbanisme, ...
- [La grille d'évaluation de ma commune](#) sous forme de questionnaire pour aider à poser un constat (démocratie alimentation, lutte contre précarité alimentaire, offre alimentaire sur le terrain, aide des acteurs de la solidarité, etc) et voir où on en est concrètement sur la mise en œuvre du droit à l'alimentation.
- [Le kit d'animation partagé](#) pour réussir à se mettre autour de la table / vulgariser le sujet (à destination des membres des organisations)

Points de vigilance / difficultés soulevées :

- Multiplication de collectifs et de réseaux qui empêche une participation efficiente de tous et toutes
- Mode de financement du secteur associatif sous forme d'appel à projet et de recherche d'actions innovantes rend difficile la mise en place d'une approche sur le long terme et la pérennisation / essaimage des initiatives. Les appels à projet contribuent à une mise en concurrence entre les associations

Recommandations / propositions issues des échanges :

- Il existe des capacités d'action à l'échelle communale et inter-communale, mobilisons-les !
- Agir au niveau des centres de décision au sein des collectivités territoriales – direction et élu.es pour partager sensibiliser, appréhender l'enjeu systémique, décloisonner et identifier les capacités d'action possibles à l'échelle communale et inter-communale
- Avoir une analyse multi-sectorielle locale en se basant sur les outils existants.
- Améliorer l'évaluation de nos actions pour valoriser leur utilité et adapter les politiques publiques
- Dans les PLU, réussir à limiter l'implantation des modes de restauration rapide / malbouffe : proposition de réussir à définir un secteur d'implantation en fonction du type d'établissements (vente à emporter / recevant du public)
- Transformer les modes de financement de la lutte contre la précarité alimentaire pour éviter la concurrence inter-acteurs, favoriser le travail en commun et permettre une approche systémique. Le fonds Mieux Manger pour Tous était pensé comme un outil d'appui à la transformation de l'aide alimentaire.
- Nous partageons les mêmes constats, soyons force de proposition pour porter des actions de plaidoyer ensemble !

Mots clés :

Approche systémique, sensibilisation à tous les niveaux de responsabilité, plaidoyer commun